

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction des Achats - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

Maintenance préventive et corrective des portes, portails, barrières et bornes

Procédure de passation :

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. - NATURE DU MARCHÉ ET COMPETENCE DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES	4
2.2. - FORME	5
2.3. - DUREE DU MARCHÉ	6
2.4. - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	7
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	7
4.1.1. - Parties signataires.....	7
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	7
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	7
4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	7
4.3. - CONFIDENTIALITE.....	8
4.4. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	8
4.5. - ÉVOLUTION DE LA REGLEMENTATION	8
ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION.....	8
5.1. - MODALITES DE COMMANDE.....	8
5.2. - DELAI D'EXECUTION	9
5.2.1. - Maintenance préventive	9
5.2.2. - Maintenance corrective.....	9
5.3. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	9
ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION	9
ARTICLE VII - ASSURANCE.....	9
ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	10
8.1. - CONTENU ET FORME DES PRIX	10
8.1.1. - Prestations de maintenance préventive	10
8.1.2. - Prestations de maintenance corrective.....	10
8.2. - VARIATION DES PRIX - CHOIX DU TYPE DE VARIATION DES PRIX	11
8.2.1. - Prestations de maintenance préventive	11
8.2.2. - Prestations de maintenance corrective.....	12
8.3. - OFFRE PROMOTIONNELLE	12
ARTICLE IX - REGLEMENT DES COMPTES	12
9.1. - MODALITES DE FACTURATION.....	12
9.2. - DELAI DE PAIEMENT	13
9.3. - INTERETS MORATOIRES	13

ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
10.1. - AVANCE	13
10.2. - RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE XI - PENALITES	14
11.1. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET DE MAINTENANCE CORRECTIVE	14
11.1.1. - Dans le cadre des prestations de maintenance préventive	14
11.1.2. - Dans le cadre des prestations de maintenance corrective	14
11.2. - PENALITES APPLICABLES POUR INDISPONIBILITE DU MATERIEL / EQUIPEMENT / INSTALLATION	14
11.3. - PENALITES DIVERSES	15
11.3.1. - Pénalités pour dépassement du délai de la planification des prestations de maintenance préventive....	15
11.3.2. - Pénalités dues pour le non-respect des clauses d'évacuation et d'élimination des déchets.....	15
11.3.3. - Pénalités pour le non-respect du maintien en état de propreté des locaux	15
11.3.4. - Pénalités dues pour le non-respect des délais de remise des rapports de visite	15
11.3.5. - Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel	15
ARTICLE XII - CLAUSE DE REEXAMEN	15
ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE	16
ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	16
ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	17

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

☐ Fournitures

☒ **Services**

☐ Travaux

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet de définir les prestations à assurer dans le cadre de la **maintenance préventive et corrective des portes, portails, barrières et bornes pour le Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC)** dont les établissements parties bénéficiaires sont identifiés en annexe n° 1 du présent CCAP et pour le **Groupement d'Intérêt Public Logistique Sud Marne (GIP)** identifié dans cette même annexe.

La nature, la description et la périodicité des prestations sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans les Bordereaux de Prix (BP) annexés à l'acte d'engagement.

Les caractéristiques des matériels, équipements et installations à entretenir ainsi que leurs emplacements sont précisés dans les Bordereaux de Prix (BP) annexés à l'acte d'engagement.

D'une part, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit pour le compte des établissements membres du groupement de commandes dont la liste figure en annexe n° 1 du présent CCAP.

D'autre part, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit également en tant qu'établissement support du GHUC.

Les prestations sont exécutées sur les sites des établissements membres du groupement de commandes identifiés en annexe n° 1 du présent CCAP.

1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **5 lots** définis ci-dessous :

LOT N°	INTITULÉ
1	Maintenance préventive et corrective des portes sectionnelles
2	Maintenance préventive et corrective des portes piétonnes
3	Maintenance préventive et corrective des portails, barrières automatiques et bornes
4	Maintenance préventive et corrective des portes sectionnelles, portes piétonnes, portails et barrières du GHSA
5	Maintenance préventive et corrective des portes piétonnes, portails et barrières de l'EHPAD d'AY

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Nature du marché et compétence du coordonnateur du groupement de commandes

Le marché est passé pour le groupement de commandes composé :

- **Des établissements parties au GHUC suivants :**
 - Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims,
 - Le Centre Hospitalier de Châlons-en-Champagne,
 - Le Centre Hospitalier Auban-Moët d'Epernay,
 - Le Centre Hospitalier de Montmirail,
 - Le Groupe Hospitalier Sud Ardennes (GHSA) de Rethel-Vouziers,
 - Le Centre Hospitalier de Fismes,
 - Le Centre Hospitalier Argonne de Sainte-Menehould,
 - L'Etablissement Public de Santé Mentale de la Marne (EPSMM),
 - L'EHPAD d'Avize,
 - L'EHPAD d'Ay,
 - L'EHPAD du Sud Ardennais.

Nota : Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit en qualité d'établissement support du GHUC, dans le cadre de la fonction achat mutualisée.

- **Du Groupement d'Intérêt Public Logistique Sud Marne de Châlons-en-Champagne.**

Conformément à l'article L.2113-7 du Code de la commande publique, l'un des membres du groupement de commandes peut se voir confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres.

Pour l'accomplissement du présent marché, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims est le coordonnateur du groupement de commandes. A ce titre, il est compétent pour :

- coordonner le recensement des besoins ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des marchés ;
- établir et notifier, le cas échéant, toute modification aux marchés (avenant) ;
- procéder, le cas échéant, à la reconduction ou non-reconduction des marchés ;
- prononcer, le cas échéant, la résiliation des marchés ;
- gérer, le cas échéant, les relations pré-contentieuses et les contentieux nés de la passation des marchés.

Les compétences autres que celles listées relèvent de chaque établissement à titre individuel.

2.2. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2^e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire ou multi-attributaires :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu, sans minimum mais avec un **maximum fixé à 225 000 € HT par période**, décomposé comme suit :

- Lot n°1 : 25 000 € HT maximum par période,
- Lot n°2 : 135 000 € HT maximum par période,
- Lot n°3 : 30 000 € HT maximum par période,
- Lot n°4 : 20 000 € HT maximum par période,
- Lot n°5 : 15 000 € HT maximum par période.

Le titulaire s'engage pour le maximum.

2.3. - Durée du marché

Le marché est passé pour la période à compter du **1^{er} novembre 2025**, ou de la date de réception de la notification si cette dernière est ultérieure, jusqu'au **30 octobre 2026**.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 3 périodes de 12 mois, soit :

- du 1^{er} novembre 2026 au 30 octobre 2027,
- du 1^{er} novembre 2027 au 30 octobre 2028,
- du 1^{er} novembre 2028 au 30 octobre 2029.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 2 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Nota : La date de début d'exécution des prestations pour chaque établissement membre du groupement de commandes est précisée à l'annexe n° 2 du présent CCAP.

2.4. - Réalisation de prestations similaires

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires audit marché.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des prestations et ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- le planning annuel indicatif des visites dans le cadre des prestations de maintenance préventive de chacun des établissements membre du groupement de commandes.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims fait seule foi.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des établissements membres du groupement de commandes, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'établissement membre du groupement de commandes ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.2. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3. - Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution de ses prestations au titre du présent marché.

4.4. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018. En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à l'article 11.3.5 du présent CCAP.

4.5. - Évolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avère nécessaire, celui-ci l'accepte dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU de Reims peut négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas d'évolution réglementaire majeure, le CHU de REIMS se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. - Modalités de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande. Le bon de commande est communiqué par mail.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire du marché,
- la référence au présent marché,
- la désignation des prestations à exécuter,
- les quantités commandées,
- la date ou les délais et le lieu d'exécution.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. La durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Toutefois, l'établissement membre du groupement de commandes ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

5.2. - Délai d'exécution

5.2.1. - Maintenance préventive

La période d'intervention est fixée à l'article 4.1.2 du CCTP.

La planification des visites de maintenance préventive sera établie par le titulaire en accord avec chaque établissement membre du groupement de commandes et selon les modalités définies à l'article 5.1.1 du CCTP.

5.2.2. - Maintenance corrective

La période d'intervention et les délais d'exécution sont fixés à l'article 4.2.2 et à l'article 4.2.3 du CCTP, lesquels dérogent aux stipulations des articles 3.2.1 du CCAG/FCS.

5.3. - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'établissement membre du groupement de commandes pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la mise en service des matériels / équipements / installations dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les vérifications sont exécutées dans les locaux de chaque établissement membre du groupement de commandes.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'établissement membre du groupement de commandes n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement membre du groupement de commandes prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le délai imparti à l'établissement membre du groupement de commandes pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de **15 jours** à compter de la mise en service des matériels / équipements / installations.

A défaut de décision dans ce délai de **15 jours**, l'admission est réputée acquise.

ARTICLE VII - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement membre du groupement de commandes, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,

- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande de l'établissement membre du groupement de commandes, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature, causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1. - Contenu et forme des prix

Pour l'ensemble des prestations, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

A des fins de vérification, l'établissement membre du groupement de commandes se réserve la possibilité à tout moment de demander les tarifs des pièces détachées pratiqués par le fournisseur du titulaire.

8.1.1. - Prestations de maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive sont rémunérées par application des prix unitaires forfaitisés définis à l'article 4.1.3 du CCTP et dans les annexes financières à l'acte d'engagement.

8.1.2. - Prestations de maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective sont rémunérées par application des prix unitaires et des prix unitaires forfaitisés définis à l'article 4.2.5 du CCTP et dans les annexes financières à l'acte d'engagement.

Concernant le coût de la main-d'œuvre :

Ce coût est réglé par application au temps passé du coût horaire adéquat précisé dans les bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement.

Concernant les frais de déplacement et de séjour :

Ces frais sont réglés selon le prix unitaire forfaitisé par intervention adéquat précisé dans les bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement.

Concernant le coût de la fourniture des pièces, organes ou composants neufs nécessaires aux réparations, remplacement ou remise en état :

Ce coût est réglé, pour les principales pièces détachées listées dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement, par application des prix unitaires précisés sur ce bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Ce coût est réglé, pour les pièces détachées hors de ce bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement, après application par le titulaire sur le tarif des pièces détachées pratiqué par son (ses) fournisseur(s) du coefficient majorateur indiqué dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Concernant le coût de la fourniture et la pose des petites fournitures et consommables (visserie, graisse, produits de nettoyage, fusibles, filerie, etc...) et l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur, nécessaires à la bonne exécution de ces prestations (véhicules, E.P.I et outillage, équipements de manutention, protections matériels de télécommunication, etc...) et les pièces, organes ou composants d'une valeur inférieure à 100 € HT (prix catalogue) :

Ce coût est à la charge du titulaire.

Concernant le coût des engins de levage de type nacelle :

Ce coût est réglé par application au temps passé du coût horaire précisé dans les bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement.

8.2. - Variation des prix - Choix du type de variation des prix

8.2.1. - Prestations de maintenance préventive

Les prix sont **révisables** par ajustement sur les nouveaux tarifs du titulaire au 1^{er} novembre chaque année couverte par le marché, en cas de reconduction.

Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au Centre Hospitalier Universitaire de Reims, par mail à l'adresse nnouvelet@chu-reims.fr au moins deux mois avant la date de révision des prix du marché. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

Clause de sauvegarde :

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 5 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 5 %.

8.2.2. - Prestations de maintenance corrective

>> Pièces détachées hors bordereau des prix unitaires :

Lorsque le tarif du fournisseur du titulaire est modifié en cours d'exécution du marché, le titulaire fournit le nouveau tarif ou un extrait certifié conforme, un mois avant la date d'effet du nouveau tarif.

Clause de sauvegarde :

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 5 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 5 %.

>> Main d'œuvre durant les jours et heures ouvrés, main d'œuvre en dehors des jours et heures ouvrés, déplacement et séjour, engins de levage de type nacelle et pièces détachées principales (bordereaux des prix unitaires annexés à l'acte d'engagement) :

Le coût horaire de main d'œuvre durant les jours et heures ouvrés, le coût horaire de main d'œuvre en dehors des jours et heures ouvrés, les prix unitaires forfaitisés de déplacement et séjour, le coût horaire des engins de levage de type nacelle et le coût unitaire des pièces détachées principales sont révisés dans les conditions prévues à l'article 8.2.1 supra.

8.3. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE IX - REGLEMENT DES COMPTES

9.1. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du groupement de commandes doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'établissement membre du groupement de commandes (précisé à l'annexe n° 3 du présent CCAP) doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

9.2. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, excepté pour les EHPAD pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification à l'établissement membre du groupement de commandes du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

9.3. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option **B** du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

10.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XI - PENALITES

11.1. - Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive et de maintenance corrective

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

11.1.1. - Dans le cadre des prestations de maintenance préventive

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire, pour l'établissement membre du groupement de commandes, de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le lendemain du jour au cours duquel les prestations devaient être exécutées, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros H.T. par jour ouvré de retard et par matériel /équipement / installation.

11.1.2. - Dans le cadre des prestations de maintenance corrective

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement membre du groupement de commandes de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, à compter de la première heure du dépassement du délai contractuel, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par heure de retard et par matériel / équipement / installation.

11.2. - Pénalités applicables pour indisponibilité du matériel / équipement / installation

Sauf en cas de force majeure, par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS, lorsque la durée d'indisponibilité du matériel / équipement / installation fixée dans le CCTP est dépassée, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement membre du groupement de commandes de procéder à une mise en demeure, une pénalité fixée à 20 euros par heure de retard et par matériel / équipement / installation.

Cette pénalité est cumulable avec les autres pénalités et notamment avec celle prévue à l'article 11.1.2 ci-avant.

11.3. - Pénalités diverses

11.3.1. - Pénalités pour dépassement du délai de la planification des prestations de maintenance préventive

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai limite de production du planning annuel indicatif des visites est dépassé, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire, pour l'établissement membre du groupement de commandes de procéder à une mise en demeure, par jour de retard et dès le premier jour de retard par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG/FCS, une pénalité fixée à 10 euros H.T.

11.3.2. - Pénalités dues pour le non-respect des clauses d'évacuation et d'élimination des déchets

Dans le cas où des déchets issus des interventions effectuées par le titulaire seraient retrouvés sur le site d'un établissement membre du groupement de commandes, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement membre du groupement de commandes de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 30 euros par déchet retrouvé.

11.3.3. - Pénalités pour le non-respect du maintien en état de propreté des locaux

Dans le cas où le non-respect du maintien en état de propreté des locaux par le titulaire serait constaté sur le site d'un établissement membre du groupement de commandes, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement membre du groupement de commandes de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 50 euros par constatation.

11.3.4. - Pénalités dues pour le non-respect des délais de remise des rapports de visite

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai concernant la remise des rapports de visite, défini à l'article 6.1 du CCTP est dépassé, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement membre du groupement de commandes de procéder à une mise en demeure, une pénalité de **20 euros H.T.** par jour de retard et par rapport.

11.3.5. - Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **100 euros** par manquement constaté.

ARTICLE XII - CLAUSE DE REEXAMEN

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), pourra solliciter, en application de la clause de réexamen prévue à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'intégration des établissements parties au GHUC qui n'ont pas été identifiés comme établissements parties **bénéficiaires** du GHUC membres du groupement de commandes à l'annexe n° 1 du présent CCAP.

ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 8.2 (application de la clause de sauvegarde) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.
- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :
 - 1) Au débit du titulaire :
 - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens cédés à l'amiable au titulaire ;
 - c. Le montant des pénalités.
 - 2) Au crédit du titulaire :
 - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande.

ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Achats
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences des établissements membres du groupement de commandes, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au Directeur de l'établissement membre du groupement de commandes concerné ou à son représentant.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article	4.5	du présent CCAP déroge aux articles	38 et 42 du CCAG/FCS.
L'article	5.2.2	du présent CCAP déroge à l'article	3.2.1 du CCAG/FCS.
L'article	VI	du présent CCAP déroge aux articles	27.3 et 30.1 du CCAG/FCS.
L'article	VII	du présent CCAP déroge à l'article	9.2 du CCAG/FCS.
L'article	8.2	du présent CCAP déroge aux articles	38 et 42 du CCAG/FCS.
L'article	XI	du présent CCAP déroge aux articles	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.2.5 du CCAG/FCS.
L'article	XII	du présent CCAP déroge aux articles	38, 42 et 43 du CCAG/FCS.

Reims, le 13 juin 2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur des Achats

David ROZÉ